

Baisse de niveau généralisée et pléthore des effectifs comme principaux freins à l'éducation scolaire et acadé- mique au Congo-Brazzaville

Dimitri OVENANGA-KOUMOU

Université Marien Ngouabi
(République du Congo)

dimitriovenanga@gmail.com

Résumé :

Dans cet article, nous voudrions signaler qu'en Afrique en général, au Congo-Brazzaville en particulier, un constat amer peut rapidement être fait, celui qui porte sur la baisse de niveau généralisée due à certaines causes, depuis quelques décennies. Cette baisse ne se constate pas uniquement du côté des apprenants, mais concerne aussi les enseignants. Il s'agit pour nous ici, non seulement de faire ce constat, mais surtout d'aider les formateurs eux-mêmes, à se remettre en cause et de faire une sorte d'autocritique. Si le niveau des élèves et étudiants a considérablement baissé, posons-nous vite une question dérangeante : le niveau de leurs enseignants s'est-il élevé ? À l'évidence, non. De toutes les façons, on ne reconnaît l'arbre que par son fruit. Même si l'on peut considérer que le niveau de l'enseignant s'est élevé, dans quelle salle enseigne-t-il et avec quels effectifs ? Ce qui montre que la compétence seule ne suffit pas. Nous voudrions en effet, à travers ce travail, demander aux enseignants eux-mêmes, acteurs de l'éducation, de faire une petite introspection. Le mal de l'école aujourd'hui n'est-il pas l'enseignant lui-même et la faiblesse de l'action gouvernementale elle-même ?

Mots-clés : *pléthore, éducation, enseignant, élève, corruption*

Generalized drop in levels and overstaffing are the main obstacles to school and academic education in Congo-Brazzaville

Abstract:

In this article, we would like to point out that in Africa in general, and in Congo-Brazzaville in particular, a bitter observation has been made, that of the general decline in standards due to certain causes over the past few decades. This decline is not only observed among learners, but also among teachers. Our aim here is not only to make this observation, but above all to help the trainers themselves, to question themselves and to engage in a kind of self-criticism. If the level of pupils and students has dropped considerably, let us quickly ask ourselves a question that may be a source of controversy: has the level of their teachers risen? Obviously, no. In any case, we only recognize the tree by its fruit. Even if we can consider that the level of the teacher has risen, in which room does he teach and with what number of students? As if to say that competence alone is not enough. Indeed, through this work, we would like to ask teachers themselves, those involved in education, to do a little introspection. Isn't the problem with schools today the teachers themselves and the weakness of government action itself?

Keywords: *Overcrowding, education, teacher, student, corruption*

Introduction

Lorsqu'on porte un regard pointu sur le fonctionnement de l'école africaine en général et sur celle du Congo-Brazzaville en particulier, un constat amer a priori peut être fait rapidement, celui qui consisterait à dire qu'il y a à son actif mille et un problèmes à résoudre et plusieurs questions auxquelles les réponses sont à chercher. Aujourd'hui, il est possible de soutenir la thèse selon laquelle, certains enfants disciplinés au départ dans leurs familles, apprennent à perdre leur bonne éducation en s'associant à d'autres, non pas seulement dans la rue, comme l'on a toujours pensé depuis, mais plutôt et plus gravement à l'école paradoxalement. Les réseaux sociaux qui ne sont pas forcément négatifs, montrent des faits qui ne sont pas facilement contestables selon lesquels, la sexualisation précoce de l'apprentissage social, fortement convoité par la jeunesse, l'éducation malheureuse dans le banditisme, la prise des stupéfiants, l'initiation à la criminalité, etc. se fait mieux à et dans l'école, personne ne peut, avec rigueur et rationalité. Ce phénomène est difficilement contestable d'un point de vue objectif.

Tout cela n'est-il pas simplement dû à la baisse de l'éducation scolaire et académique générée, à notre humble avis, par la baisse de niveau généralisée et la pléthore des effectifs dans les salles de classe et amphithéâtres où les ratios ne sont nullement respectés ? Pour résoudre cette question plus qu'épineuse, il est peut-être nécessaire de fonder en raison la mauvaise qualité de l'éducation scolaire et académique, de rechercher les conditions pour améliorer cette éducation. Les problèmes de l'école congolaise ne sont pas simplement nombreux, mais se sont rapidement transformés en ques-

tions de société. Hier nous étions colonisés, sans indépendance, et pourtant il y avait une assez bonne justice, aujourd'hui nous sommes indépendants après avoir chassé le blanc et pourtant les injustices ont atteint leur paroxysme, y compris à l'école, malheureusement. Hier nous croyions être châtiés et punis par le colon qui d'après nous, a tout mal fait, y compris à l'école, aujourd'hui nous sommes complètement abandonnés par nos propres frères et parents et l'école est, dans le même mouvement détruite par les mêmes. Le plus grand nombre des maux sociaux prennent aujourd'hui corps à l'école estropiée par nos propres politiques qui ne se centrent que sur les intérêts particuliers, une école où l'enseignement est souvent assuré sans compétence avérée.

Il est peut-être possible de trouver des issues de sortie à cette question de la baisse de niveau avec une forte volonté des décideurs qui devraient s'employer à améliorer les conditions d'apprentissage et de travail et les rémunérations des différents acteurs de l'éducation.

Ainsi, quelles sont les causes de la baisse de niveau au Congo-Brazzaville en particulier ? Seuls les pouvoirs publics en sont-ils responsables ? Les enseignants eux-mêmes ne devraient-ils pas aussi se remettre en cause ?

1. Fondation en raison de la mauvaise qualité de l'éducation scolaire et académique au Congo-Brazzaville

S'il est à noter que visiblement le niveau, et des apprenants et des éducateurs, a considérablement baissé, cela doit être dû à certaines causes. Il est question pour nous ici d'en faire une généalogie afin de proposer, si possible il y a, quelques remèdes.

1.1. La baisse de niveau des formateurs de base : les instituteurs

La baisse de niveau généralisée dont on parle ici part de l'école primaire à l'université. Elle a sa véritable racine à l'école primaire en réalité, car c'est là que les bases seraient consolidées. S'il faudrait chercher à limiter considérablement les dégâts au niveau scolaire et académique, on doit engager la gigantomachie depuis ce point de départ. La baisse incroyable de niveau des formateurs de base est un problème au Congo-Brazzaville actuellement. Analysant ses fondements suivant les principes du principe de raison suffisante, principe qui établit que tout a une cause, nous les trouvons au premier abord dans les mauvais recrutements des élèves instituteurs dans les différentes écoles de formation. En effet, s'il faut le dire assez clairement, nous affirmerons et soutiendrons qu'après les événements de 1997, on y allait parfois sur titre, sans concours et même si concours il y avait, lequel effectivement ? Beaucoup de maux gangrènent donc notre système éducatif. Soit il n'y a pas de concours, comme nous venons de le signaler et cela pèse jusqu'aujourd'hui, soit il y a un concours où les seuls admis sont les échoués qui ont corrompu, comme on le sait et on le dit tout bas, soit ce sont des formations qui sont complètement bâclées sous la force de la même corruption. De toutes les façons, quand on est mal formé à la base, quels que soient les enseignements qu'on va recevoir, donnés par les plus excellents enseignants du monde, rien ne changera. Il n'y a au fond aucun miracle pour les questions de formation. C'est la raison pour laquelle nous avons fait référence au principe de raison suffisante.

Qui était instituteur hier ? Il était beaucoup de choses à la fois, un représentant de l'appareil étatique. Administrateur il

l'était puisque, c'est lui qui autrefois, écrivait presque toutes les lettres envoyées du village et lisait celles qui venaient au village, en plus de sa fonction d'éducateur de la jeunesse dans tous les domaines. Sans être nommé, il était l'interlocuteur principal des autorités qui venaient au village, parce qu'il avait le niveau requis. Sans exagérer, ceux d'aujourd'hui furent plutôt la présence des autorités, à commencer par leurs propres inspecteurs : c'est le témoignage le plus pointu de cette baisse que nous décrivons. Infirmier du village aussi, il l'était sur la base des cours de secourisme dont il bénéficiait à l'époque. Aujourd'hui, ce sont des cours de simple noms, puisque les instituteurs qui sortent présentement des écoles de formation ne peuvent pas eux-mêmes prendre le risque d'injecter un malade, à l'époque, si. On n'a pas à chercher loin la baisse de niveau au Congo. Elle se touche du bout de nos doigts. Au sport, c'était lui le seul maître d'éducation physique et sportive, car c'est lui qui donnait les conseils essentiels et requis, car il ne suffit pas de pratiquer le sport, mais il faut en connaître les règles. Il renseignait par ailleurs, sur les principes de la loi en général, expliquant les comportements passibles de poursuite judiciaire. C'est après avoir fait de manière assez sérieuse les cours de législation et déontologie qu'il en était effectivement capable, cours qui de nos jours ne sont que l'ombre d'eux-mêmes ou encore n'existent qu'à titre formel. Aujourd'hui mêmes ceux qui n'ont vraiment pas été à l'école contestent le niveau des instituteurs, en voyant naturellement le bas niveau de leurs enfants, car on ne reconnaît l'élève que par son enseignant.

Cette même baisse de niveau est due surtout aux causes internes à elle. Actuellement, sous l'effet du chômage, il n'y a presque plus des enseignants par vocation et par conviction. On y va pour avoir simplement un poste budgétaire.

C'est ce qui explique la fuite des enseignants vers d'autres secteurs beaucoup plus attractifs, par les effets financiers positifs qu'on y trouve. Il n'y a qu'un enseignant de vocation qui est en mesure de se remettre chaque fois en cause, afin de se former encore davantage. Celui qui est là malgré lui a tendance à faire des formations dites continues une véritable corvée sans intérêt : c'est ce qui accroît la vitesse de la baisse de niveau en question. S'il n'y a pas dans une affaire quelconque le profit, celle-ci ne marche pas bien.

La force incommensurable du chômage, la corruption dans les écoles de formation des instituteurs dont le niveau est partout décrié et la mauvaise sélection des admis aux différents concours d'accès aux Ecoles Normales des Instituteurs, font de telle manière qu'à un certain niveau, on ne soit plus en mesure de relever la pente malheureuse déjà créée. Dans certaines écoles, on a des instituteurs et même des enseignants du secondaire qui savent à peine conjuguer les verbes élémentaires. Cette baisse de niveau crée des trous qui ne peuvent en rien être comblés à l'université, étant donné que tout fonctionne comme les maillons d'une même chaîne.

1.2. L'école privée criminelle

Un autre problème majeur de l'école congolaise se trouve être celui que pose les écoles privées. En effet, depuis le début des années 90, l'Etat a commencé à libéraliser l'école dans le but de décongestionner les salles de classes en général et procéder à la facilitation des apprentissages. Cette politique judicieuse par sa forme, est aujourd'hui, très mal jugée par les effets négatifs nombreux et collatéraux dus à l'existence, aux mauvaises politiques et aux mauvaises pratiques de ces écoles, qui ont finalement eu d'autres ambi-

tions cachées. Tous les buts scolaires projetés ont été comme foulés au pied.

Tout semble partir, dans ces écoles, du mauvais choix des enseignants qui ne sont pas le plus souvent sélectionnés sur des bases définies en amont, par les hiérarchies étatiques, c'est-à-dire par les différents ministères en charge. Le plus grand nombre des enseignants qui y exercent n'ont pas, le plus régulièrement, le profil de ceux qui ont été dans des écoles de formation pendant le nombre d'années requis et ayant suivi tout le processus de formation digne de ce nom. Si l'enseignement requiert bien entendu un certain savoir, sa transmission harmonieuse requiert elle aussi l'observation des règles de pédagogie. Or, nous constatons que cette dernière exigence est comme foulée au pied à cause non seulement, du poids qu'elle donne au fonctionnement de ces écoles, mais aussi plus généralement, à la carence de ces types d'enseignants sur le terrain. Ce poids est lié à la question financière, car les enseignants réellement formés exigent une rémunération conséquente. Ceux qui ne sont pas formés pédagogiquement sont bon marché. Il faut le signaler, les écoles privées calculent la chose en termes d'argent et donc de bénéfice. Qu'on le veuille ou pas, qu'on le cache ou pas, l'école privée, c'est le grand commerce qui ne dit pas son nom. C'est cette dimension qui fragilise tout dans le système d'enseignement privé. Tout établissement privé est une affaire, c'est-à-dire un business ou plus précisément, un simple calcul de profits, quel qu'en soit le prix à payer. C'est ce qui est en train de gaspiller l'éducation scolaire et académique au Congo-Brazzaville. Même dans les universités privées, le même problème se pose. La rapidité avec laquelle les étudiants finissent leurs études dans ces établissements ne cesse d'inquiéter les observateurs critiques. La circulation de l'argent est une très mauvaise chose dans les questions édu-

catives. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien, qu'à l'époque du colon, tout était gratuit à l'école. La notion de l'école obligatoire entre dans cette ligne précise. Face à l'argent, le plus grand nombre d'hommes est toujours prêt à tout. Il faudrait pour les pays de politiques fortes, pas de suppression de ces écoles, mais plutôt de leur contrôle. Cette force de l'argent se traduit par des passages automatiques stratégiques, destinés à pouvoir maintenir intelligemment les élèves et stimuler les inscriptions.

En outre, les recrutements des enseignants ici, sont fondés principalement sur la puissance du lien de filiation et non pas sur une quelconque compétence, puisqu'il s'agit, à n'en point douter, des entreprises familiales. La force inouïe du chômage dans lequel sont plongés certains pays africains, le Congo-Brazzaville en particulier, donne plus de vie et de temps à ces pratiques. C'est, il faudrait le dire et le redire, le niveau de l'école qui ne peut que prendre un coup, car dans cet univers, il n'appartient à personne de sanctionner personne. Faut-il condamner les promoteurs de ces écoles qui ne sont que de simples entrepreneurs ? Assurément, non. Le même mécanisme qui existe au niveau étatique est ici reproduit. Quand il y a à manger en Afrique, on appelle d'abord ses propres parents, ce qui est normal d'ailleurs selon le point de vue le plus bas. Mais, à l'école cela serait exécuté autrement pour que le concours des énergies différentes soit à l'œuvre, ce qui serait une force de plus. La bêtise est qu'effectivement, on n'a aucun critère de sélection à faire appliquer à ses propres parents pour le grand bonheur des apprentissages.

Dans toute formation, le système d'évaluation compte beaucoup. Au niveau du privé, il est complètement défaillant parce que l'art qui consiste à ménager les élèves dont les

parents payent bien la scolarité, influencent négativement ce système. Le plus souvent, ces enfants qui sont à chérir ont des fortes chances d'être classés stratégiquement parmi les premiers. Le seul projet secret, mais qui est inavoué, est de ne jamais les perdre. Si l'Etat pouvait être informé réellement de ce statut d'établissement de commerce qu'ont nos structures privées, il penserait peut-être même automatiquement à une autre forme de réglementation. Malheureusement, si l'Etat est incapable de résoudre efficacement le problème de l'école en général et de l'école privée en particulier, cela est à notre avis, dû à la forte augmentation de la population. Pour y parvenir, il faut créer les écoles au rythme de l'accroissement de cette population. L'école privée est une aide efficace dans ce sens. Voilà pourquoi au-delà du fait qu'elle est très défailante, il faudrait intelligemment la ménager. C'est ce qui tire considérablement tout dans l'éducation vers le bas. Comment croire que par la voie de l'école privée, on peut améliorer la chose, pendant que les passages sont automatiques ? Une petite esquisse de solution peut être envisagée : que tout soit peut-être coordonné par les pouvoirs étatiques ! Que l'argent et les bâtiments appartiennent au privé et que les élèves et les enseignants soient plutôt fournis par l'Etat qui procèdera à toutes les formes de contrôle pédagogique ! Que l'œil et la main de l'Etat soient visibles !

Ce qui est plus triste encore est que l'école privée engourdit la volonté des pouvoirs publics à s'y investir réellement en construisant les écoles dignes de ce nom en nombre suffisant, c'est-à-dire au rythme du développement de la population.

1.3. Un problème majeur : la pléthore

Parmi les obstacles qui freinent la bonne scolarisation figure la pléthore des effectifs dans les salles de classe et amphithéâtres. Il n'est pas facile de bien contrôler les apprentissages lorsque le nombre des apprenants dans les salles dépasse la norme. Au Congo-Brazzaville le *ratio* entre les élèves et l'enseignant n'est pas respecté depuis le début des années 2000, à cause de la forte augmentation de la population. La moyenne dans le plus grand nombre des lycées est de 200 élèves par classe, dans les établissements périphériques surtout. Au Lycée Thomas Sankara par exemple où j'ai moi-même exercé avant d'être recruté à l'Université, ce *ratio* pouvait même être vu à la hausse entre 2011 et 2017. Quelles que soient la compétence et la rigueur dans le travail d'un enseignant, il est non sans doute dans l'incapacité de faire régner la discipline, gage d'un bon apprentissage dans de telles salles de classes. De toutes les façons, quelles que soient par ailleurs, la conscience de soi et la timidité de la population d'une classe, dès que les effectifs sont largement au-delà de la norme, les lus sérieux peuvent apprendre à ne plus l'être par la simple influence du groupe. À ce moment-là, d'énormes difficultés surviennent à l'enseignant dans le processus de transmission, en toute sécurité, de son savoir. Or, ce qui est plus important dans les apprentissages, ce n'est pas seulement le savoir en tant que tel, mais aussi et surtout sa transmission, transmission qui est pénible à réaliser, quand on est confronté à la question des effectifs pléthoriques. Le problème de l'enseignement au Congo-Brazzaville est bel et bien là. Quand les effectifs sont trop élevés, l'enseignant, même le plus habile dans le métier, éprouvera des difficultés quant à suivre chaque apprenant, en ciblant par exemple les difficultés de chacun d'eux. N'est-ce pas sur

ce modèle qui consiste à distinguer les problèmes de chaque élève que l'enseignant d'antan travaillait ? Et sa réussite ne dépendait-elle pas de ces stratégies facilitées par le respect du *ratio* enseignant-élève ? À l'évidence, oui.

Pour s'en rendre effectivement compte, il suffit de se référer au mystère qui entoure la foule, elle surtout qui est une grande source d'inconscient collectif, aucune conscience n'y est possible. Quand il est très grand, le groupe ne peut que se transformer négativement. Même les enseignants eux-mêmes, rassemblés en masse, ne peuvent plus être, du tout, les mêmes, quelles que soient leur éducation de base et leur compétence. De la foule naissent assez rapidement les comportements déviants qui n'épargnent aucun jeune, par les simples effets d'imitation et de la mode qui, le plus souvent sont répétées de manière inconsciente. Le point de départ de la baisse de niveau généralisé que nous nous proposons de décrier est la question de la pléthore dans les établissements tant secondaires qu'universitaires. Faites une foule des élèves des années 80 qui étaient très conscients de leur avenir, qui travaillaient bien, qui étaient bien connus et bien suivis par leurs enseignants, ils seront les élèves des années 2010-2017, c'est-à-dire des élèves qui n'écoutent que leur propre conscience.

Par ailleurs, prenez les enseignants de l'époque qui n'enseignaient que dans des salles de classes à effectifs très réduits et rationnels, placez-les dans celles d'aujourd'hui, ils seront les enseignants d'aujourd'hui, c'est-à-dire ceux qui échouent à leur mission d'éducation et de scolarisation de leurs élèves. C'est pour autant dire que les effectifs pléthoriques sont le plus grand problème de l'école en général et celui de l'école congolaise d'aujourd'hui en particulier.

2. Conditions pour une possible amélioration de l'éducation scolaire et académique au Congo-Brazzaville

Après avoir évoqué quelques raisons qui justifient la baisse de niveau de l'éducation scolaire et académique au Congo-Brazzaville, il faille proposer des pistes de solution à cet épineux problème. Il s'agit de se poser mille et une question sur l'école congolaise afin d'analyser ses multiples maux.

2.1. Autour des méthodes d'enseignement

Lorsque l'on aborde les possibilités qui peuvent aider à améliorer les rendements scolaires et académiques au Congo-Brazzaville, le premier regard doit être pointé sur le changement des politiques y relatives. Le plus souvent dans la majorité de nos pays africains, on pense que les méthodes d'enseignement sont les seuls leviers de bons apprentissages. Parfois, même avant d'évaluer une méthode en vigueur, on passe à une autre, adoptée dans un autre espace. Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons jamais compris pour quelles raisons réellement, les méthodes classiques d'enseignement ont échoué dans ce pays pour qu'on passe à d'autres et à d'autres encore. Nous sommes passés de la pédagogie classique où l'élève ou l'étudiant attendaient que le savoir réel vienne de l'enseignant et que lui-même ne soit considéré que comme simple répondant en vue de comprendre, à la pédagogie par objectif et très rapidement à la pédagogie par compétence, sans s'interroger sur les échecs des premières méthodes. Dans les méthodes traditionnelles, la mission était de faire des apprenants l'image du maître lui-même, non seulement sur le plan de l'attitude, comportemental que sur celui privilégié de la connaissance. Récepteur, l'élève cherchait à ressembler au maître et celui-ci cher-

chait à faire des disciples, ce qui marchait assez bien et le processus éducatif combinait avec harmonie. L'apprenant n'étant que ce qu'on a fait de lui.

Des enfants nés et élevés en bourgeoisie imitent les conversations et politesse, offrent des sièges, reconduisent, saluent, et ne trouvent à cela aucune difficulté. C'est que les choses n'y sont guère, et que les personnes y sont presque tout. Les enfants d'acrobates, sur le tapis du cirque, essaient de se dresser sur la tête ou de faire le saut périlleux, choses dans lesquelles l'opinion ne fait rien, car la pesanteur corrige rudement le maladroit ; que les parents s'en mêlent ou non, c'est toujours comme si l'enfant était battu pour chaque faute » (Alain, 1932, p. 14-15).

Pourtant à bien voir les choses, elles n'ont presque pas échoué puisque le cas général est que malgré ces changements à la vas-vite des méthodes d'enseignement, le niveau ne fait que baisser de manière exponentielle. Nous parlons de politisation parce que dans ce domaine, on voudrait simplement que les pays s'arriment aux nouvelles données et être appréciés au niveau mondial, sans prendre en compte la situation réelle de nos propres apprenants et des conditions générales d'apprentissage dans nos écoles très pauvres en bâtiments et en enseignants. Alors que ces nouvelles méthodes adoptées exigent que les salles de classes soient plutôt décongestionnées pour leur efficacité. Que la méthode aille ou pas avec les conditions de travail, on l'adopte sans attendre et parfois au péril des apprentissages puisqu'elle est déjà acceptée au niveau mondial et le plus souvent par la France. C'est pour autant dire que nous qui condamnons peut-être même de manière plus qu'excessive les apprenants, sommes tous responsables de la baisse de niveau, nous enseignants et les pouvoirs publics. L'apprenant n'est à proprement parler qu'un innocent, car naturellement il n'est

qu'une table vierge qui attend à être rempli d'un contenu dont il n'est en rien responsable. Son âme vide au départ, ne peut être rempli que par son expérience, faite de ce qu'il voit, de ce qu'il entend et des ressources des personnes qui l'entourent et lui enseignent.

Supposons donc qu'au commencement l'âme est ce qu'on appelle *une table rase*, vide de tous caractères, sans aucune idée, quelle qu'elle soit. Comment vient-elle à recevoir des idées ? Par quel moyen en acquiert-elle cette prodigieuse quantité que l'imagination de l'homme, toujours agissante et sans bornes, lui présente avec une variété presque infinie ? D'où puise-t-elle tous ces matériaux qui sont comme le fond de tous ses raisonnements et de toutes ses connaissances ? À cela je réponds en un mot, de *l'expérience* : c'est là le fondement de toutes nos connaissances, et c'est de là qu'elles tirent leur première origine (Locke, 2000, p. 215-216).

Ainsi, c'est à l'enseignant de façonner de manière efficiente les élèves et aux pouvoirs publics d'aménager conséquemment les conditions d'apprentissage. La faute principale revient donc à l'enseignant et au décideur, car l'âme de l'enfant est au départ rase.

2.2. Lutter contre la corruption à l'école et à l'université

Il y a encore un problème qui gangrène la question de l'éducation, c'est celui de la corruption. Le fait que les enseignants soient en général mal payés, très mal avancés et presque considérés comme des fonctionnaires de basse échelle, complique la situation des apprentissages, non seulement au Congo, mais aussi dans la plupart de nos pays africains. Les passages automatiques sont causés, au secondaire surtout, par ces difficultés quant à atteindre l'autre bout du mois. Qui ignore qu'au monde les enseignants sont

les seuls victimes de la raillerie de la part des autres fonctionnaires ? Cela s'explique par la présence massive des enseignants aux différents tests de changement de carrière organisés par le ministère de la fonction publique. Personne non plus, n'ignore que dans ce pays, aucun fonctionnaire ne vient à ces tests pour vouloir quitter sa corporation de base et devenir enseignant. Cette boîte n'est considérée que comme porte d'entrée dans l'appareil étatique. Cela ne peut être contesté par personne. La corruption à l'école naît de là et ne cesse de s'enraciner. Comment lutter contre ce phénomène alors ? Aucun autre moyen en réalité, revoir toutes les grilles de paiement de ladite boîte afin de permettre aux enseignants de ne pas trouver des moyens subsidiaires de résolution des difficultés financières qui se présentent à eux avec acuité. Un élève ou un étudiant qui est en face d'un enseignant bien habillé par exemple, bien portant, venant au service en voiture personnelle, ne peut pas avoir le courage de vouloir le corrompre. Or pour bien se rendre compte de la pauvreté financière en milieu enseignant, véritable stimulus de cette corruption, il suffit d'aller voir les espaces réservés aux parkings dans les différents établissements, espaces qui sont le plus souvent, sinon totalement vides, à tout le moins, quasiment vides. Il faudrait tout faire pour que des fonctionnaires autres que les enseignants puissent avoir la volonté de venir à l'enseignement. Toutes les politiques de lutte contre la corruption sont appliquées ailleurs, non dans le but d'éloigner les enseignants de ces tentations. À l'école, il n'y a qu'à l'égard de la tricherie dont sont auteurs les élèves candidats aux examens d'Etat, que de bonnes et fortes politiques sont élaborées et exécutées.

Par ailleurs, parmi les moyens qui peuvent permettre aux pays africains d'éradiquer ce phénomène qui ne cesse de peser sur l'éducation, il y a bien entendu l'intégration des

enseignements sur l'éthique et la morale, peut-être même depuis les basses classes afin que nous puissions commencer à redresser le bois tordu pendant qu'il est encore possible de le redresser. Ces enseignements doivent être aussi intégrés dans les multiples programmes de formation des formateurs.

Quelques avancées significatives sont quand même constatables, en ce qui est de l'Université, avec l'intégration, dans un nombre important de filières, des enseignements concernant l'éthique et la morale. Ces enseignants formés pour évoluer dans les différents collèges de la république seraient chargés de continuer une œuvre qui consiste à intégrer quelques notions de bonne conduite, œuvre qui devrait faire ses premiers pas, si les programmes sont bien établis et bien révisés, depuis l'école primaire, cela permettrait d'ailleurs d'éviter qu'il ait des coupures.

3. Faut-il retourner à l'école de type colonial ?

Face à cette chute de l'éducation, il est possible de regretter certaines manières de faire de la colonisation qui n'a pas été, somme toute, totalement négative. Ne fallait-il pas faire la part des choses en capitalisant les acquis positifs des pratiques coloniales et délaissier les points jugés négatifs ?

3.1. Retour à la méthode traditionnelle

Lorsqu'on regarde de plus près la montée, pourrait-on dire, de cette baisse de niveau généralisée, il y a lieu de s'interroger s'il ne faut pas de toute urgence revenir aux méthodes traditionnelles et aux pratiques d'antan, méthodes pensées et appliquées par le colon. Rien ne prouve d'ailleurs que celles-ci ont réellement échoué, au-delà du fait que l'Afrique a le plus souvent pris ce qu'a fait le colonisateur

pour complètement négatif et surtout idéologique. Pour s'en rendre vraiment compte, il suffit de procéder à la comparaison des élèves et enseignants de ces époques de la colonisation et ceux d'aujourd'hui, sur le plan du niveau de base pour les élèves, et pour les enseignants, non seulement sur le plan du niveau de base, mais aussi sur celui de la bonne maîtrise des méthodes d'enseignement. Les méthodes choisies à cette époque n'ont peut-être pas, elles aussi, failli. La réussite d'une éducation est une question qui ne dépend pas seulement du savoir que l'on transmet à l'apprenant, mais aussi et essentiellement de la règle que l'on suit dans ce partage des connaissances dans les apprentissages. Et la connaissance qu'on est censé donner à l'élève et les stratégies qu'on élabore en vue de faciliter ces acquisitions, ne forment qu'un seul corps dont la mutilation d'un seul maillon désagrège l'ensemble du processus. « On a eu tendance, pendant longtemps, à considérer tantôt l'acte d'apprentissage, tantôt l'acte d'enseignement, au lieu d'étudier l'unité d'action qu'ils supposent et d'analyser le processus d'interaction qui s'établit entre les deux » (Postic, 1979, p. 17). A-t-on bien réfléchi quand nous passons des anciennes méthodes aux nouvelles ? A-t-on bien comparé les élèves et étudiants des pays d'où venaient ces nouvelles méthodologies aux nôtres ? A-t-on bien examiné si elles sont véritablement adaptées pour le meilleur apprentissage de nos enfants qui pour la plupart, ne font pas l'école maternelle ? Si tous les changements ont leur mélancolies, ceux liés aux procédées sont responsables de la baisse de niveau que nous décrivons. Pour une raison toute simple d'ailleurs. Il y a des méthodes qui ne cadrent pas avec la disposition de nos salles de classes et les effectifs dans ces salles. Prenons le cas de celle qui était en exécution il y a juste quelques années, nous voudrions nommer, la pédagogie par objectif qui est une pédagogie

destinée aux salles à effectifs réduits, alors que les nôtres sont, jusqu'à présent plus que pléthoriques. D'après les exigences de cette pédagogie, il faut faire répéter dès le début du cours, l'objectif à atteindre à tous les élèves, de telle sorte qu'ils savent à priori ce qu'ils sont tenus de réaliser au soir de l'enseignement qu'ils suivent, ceci paraît-il, pour ne pas perdre la ligne de conduite et le fil d'idée dessiné au départ. Mais, imaginons un cours qui doit se faire dans les salles que nous venons de peindre. Est-il possible de réussir selon les règles de l'art cet exercice ? Assurément non, sauf à tout bâcler au passage.

À ce moment-là, le retour à l'école de type colonial peut effectivement être de mise, pour quelques raisons fondamentales. D'abord, ce n'est pas toujours mauvais que le savoir parte de celui qui est censé l'avoir officiellement, surtout pour nos enfants africains qui sortent des milieux divers. On ne va pas quand même attendre les prérequis venant de la part d'un enfant qui n'a jamais suivi la télévision, puisque dans nos pays, elle n'est pas disponible partout. L'élève d'hier attendait tout de son enseignant et réussissait en toute sérénité sa vie scolaire et pouvait évoluer assez normalement, jusqu'à devenir un cadre de la république. La méthode traditionnelle d'enseignement n'a jamais failli, à bien voir les choses, on ne comprendrait pas qu'elle soit remplacée par celle qu'on ne maîtrise pas encore. Au nom de la seule nouveauté, il est possible de tout détruire par la suite en délaissant ce qui est ancien et qui tient encore. Logiquement, il est nécessaire de faire une évaluation de la méthode en exercice, avant de passer ou vouloir passer à une autre. Au Congo-Brazzaville rien de tel n'a été fait quand nous passions de la méthode traditionnelle où l'élève était pris pour un ignorant qu'il fallait emmener à la connaissance

et éduquer à celle qui exige que l'élève ou l'enfant soient plutôt mis au centre du processus d'apprentissage. La preuve que cette méthode n'a pas failli est le niveau acceptable de ceux qui enseignent aujourd'hui qui y ont été moulés. L'enfant qui sait qu'il est comme pris pour celui qui ne dispose pas de connaissances, est enthousiasmé à battre en brèche son ignorance, pour vouloir se hisser à un niveau supérieur. Il n'a plus d'envie à savoir s'il est conscient du fait qu'on suppose l'existence en lui d'un certain savoir. L'élève d'antan, sous l'ancienne méthode, venait pour apprendre de son maître ou de son professeur. Celui d'aujourd'hui s'illusionne à savoir parfois plus que son enseignant, avantage apparent que lui offrent toutes les technologies actuelles. Si on fait un réel bilan, il serait possible qu'on décide de retourner aux anciennes méthodes qui, à notre humble avis, ont eu des délices. On a déjà changé assez de méthodes d'enseignement, pour chercher à améliorer le niveau. Malheureusement, la chose ne fait que décroître. Cela laisse à réfléchir.

3.2. La chicotte a-t-elle failli à l'école ?

L'Afrique a pendant longtemps subi la colonisation. Pendant longtemps encore, elle a crié haut et fort sur ses nombreux méfaits. Reste cependant à savoir si cette œuvre de la colonisation de la part des Occidentaux a été totalement négative en soi car si le colon a traité le noir non seulement de petit Nègre par sa taille peut-être et par l'insuffisance supposée de ses qualités naturelles, comme un homme dépourvu d'histoire, il l'a quand même habillé et soigné, il l'a néanmoins instruit et éduqué par l'école qu'il a apportée. Au-delà du fait qu'on peut faire une parade en disant que le Noir pouvait avoir ses raphias et était en mesure de se soigner traditionnellement par les plantes et

feuilles de la forêt, la colonisation n'était pas à balayer totalement par un revers de la main. Mais il faudrait reconnaître que les raphias n'habillaient qu'un petit nombre. L'instruction au moins demeure véritablement l'apport combien indéniable du colon qui est parfois simplement diabolisé. Construisant les écoles en y envoyant les noirs que nous étions, le colon était, non pas à encenser, mais néanmoins, nous devrions lui témoigner ce mérite dans la douleur. Cette instruction s'accompagnait de la chicotte qui a été diversement interprétée. Quelle est le jugement qu'on en fait et qu'on continue d'en faire jusqu'à aujourd'hui ? Fut-elle positive ou négative ?

Dans la relation éducative, l'enseignant n'est pas le seul qui influence, soit positivement, soit négativement les apprentissages, l'élève lui-même aussi et surtout. Peu conscient de son propre avenir et des différents soucis de son éducateur à son égard, il lutte contre les choix de l'enseignant qui ne cadrent pas avec son univers de préférence et s'oppose tant qu'il le peut à toutes les orientations qui sont rejetées par la volonté de son esprit. Ainsi, laisser libre cours à toutes les expressions de l'apprenant ressemble à l'action de celui qui abandonne un autre au choix peu rassurant, au nom uniquement de la liberté. C'est malheureusement ce à quoi s'emploie toutes les nouvelles pédagogies qui réclament haut et fort que l'apprenant soit toujours au centre. L'action éducative n'est pas influencée par le facilitateur des apprentissages, mais par le récepteur qui est l'élève. La coercition qu'imposent les méthodes traditionnelles est de mise, peut-être même nécessaire.

Les théories de l'apprentissage risquent, en effet, de faire percevoir l'enseignant comme le manipulateur de stimuli et de renforcements, et l'élève comme le sujet réagissant aux sollicitations, comme celui dont le

comportement est entièrement sous la dépendance des stimuli externes. C'est oublier que les élèves sont des acteurs dans le processus apprendre-enseigner, qu'ils agissent par leurs attitudes, par leurs actes, qu'ils manifestent des comportements opérants, voire de décision, affectant leur apprentissage et de celui des autres avec lesquels ils sont en communication. C'est oublier aussi que le processus enseigner-apprendre s'effectue dans un milieu caractérisé sociologiquement, qui dépasse le cadre de la classe et de l'école (Postic, 1979, p. 19).

Un peu de forcing intelligent, un peu de violence douce et imperceptible peuvent bien alimenter une bonne éducation. L'emploi de la chicotte dans le seul but de dissuader l'enfant à renoncer à certains actes ne peut pas être en soi mauvais. Voilà pourquoi la formation académique ne peut pas à elle seule remplir toute la tâche nécessaire pour une éducation digne de ce nom. Les stratégies d'enseignement sont de beaucoup. Le statut de bon enseignant ne s'acquiert nullement par le simple fait que l'esprit est rempli de connaissances, mais il ne s'obtient que par la manière de communiquer et de partager ce que l'on possède. C'est la raison pour laquelle parlant de la formation pédagogique Mialaret (1977) écrit qu' « elle est pour nous indispensable et ne s'oppose pas, bien au contraire, à la formation académique. Ce n'est pas avec des ignorants que l'on fera, quelle que soit la formation pédagogique, de bons enseignants. Mais si la formation académique est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour devenir un bon éducateur » (p. 8).

En effet, sur cette question de la baisse de niveau que nous abordons, il est possible de regretter, ne serait-ce que du fond de nos cœurs, la suppression de la chicotte à l'école. Les enfants, à l'école primaire ne sont pas vraiment conscients de l'importance de la scolarisation et ne savent même

pas qu'il s'agit-il de la préparation de leur avenir. Ainsi, ils sont en proie à la paresse, à la négligence, prêt à se laisser aller à l'inessentiel. Seule l'imposition de la discipline, la contrainte, la coercition peuvent aider à faire retrouver la voie à nos enfants. Tout cela ne passe-t-il pas par la chicotte ? Nous l'affirmons sans craindre de nous tromper. Entre un enfant châtié et un enfant choyé, nous pensons bien évidemment que seul le premier ouvre plus sûrement le chemin de la réussite et de l'épanouissement.

Lorsque quelqu'un dit, après tant d'autres, qu'il faut plaire aux enfants, et que c'est le vrai moyen de les instruire, on laisse passer. Mais je n'aime pas trop cette bouche en cœur, ni ce maître courtisan. J'ai rencontré, quand j'étais sur les bancs, un professeur assurément affectueux, et qui intéressait son jeune auditoire ; je puis même dire que nous l'aimions. Or, il ne put jamais surmonter un certain désordre, qui résultait surtout, je m'en souviens très bien, de marques indiscrètes d'approbation (Alain, 1932, p. 18).

Un maître aimé apprend mal à ses élèves et c'est celui qui est le plus souvent haï et rejeté qui finit par former des hommes importants, c'est-à-dire des savants, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Le colon ne chicotait pas pour faire volontairement mal et pour tuer, même si de cas pareils sont parfois arrivés à travers l'histoire et l'espace. S'il faudrait faire le bilan entre l'école sans chicotte et l'école avec elle, nous osons croire que face à la situation plus que décevante de la baisse de niveau dans toute l'Afrique aujourd'hui, il y a lieu de réclamer l'autorisation raisonnée de la chicotte. Les anciens élèves du temps de la chicotte se rappellent bien évidemment qu'il fallait à tout prix faire la lecture et les devoirs donnés par le maître pour ne pas subir le châtement. Ainsi, on se formait sans pourtant le savoir ré-

ellement. Il n'y a, à notre avis, aucun mal à cela, sauf si l'enseignant le fait par pure haine à l'égard de certains élèves, ce qui ne pouvait qu'être rare à cette époque où l'enseignant était assez bien formé, tant sur le plan de la connaissance que celui de la morale. Aujourd'hui peut-être, on pouvait le comprendre, mais hier au bénéfice du doute quand même. C'est une façon pour nous de dire que la colonisation n'était pas mauvaise en soi.

Ce que nous voudrions affirmer est qu'en réalité rien ne prouve que la chicotte a vraiment failli à sa mission de redressement des consciences enfantines. Un autre problème de l'Afrique est qu'elle semble copier tout naïvement ce que les Occidentaux conçoivent et adoptent. Veut-on dire, en supprimant la chicotte que les parents et enseignants de l'époque où la chicotte était employée à l'école, n'aimaient pas les enfants et les élèves ? La peur est parfois, dans une certaine mesure salubre et salvatrice. L'intention du colon enseignant ou du maître en tant que tel n'était pas, à notre humble avis, méchante et criminelle dans son art d'utilisation de la chicotte. Hier nous croyions, nous élèves de l'époque, que le maître avait une forte haine pour nous, aujourd'hui, en tant que parents d'élèves, nous sommes censés croire plutôt qu'il avait, du tréfonds de son cœur, un grand souci de notre avenir. La force avec laquelle il l'appliquait sur notre corps d'élève, fut la force de sa volonté de nous conduire imperturbablement vers la réussite.

Disons que toutes ces méthodes et toutes ces stratégies d'enseignement, que nous sommes en train de décrire, sont présentement mutilées par les productions de la technologie qui ont un grand impact négatif ou positif sur les apprentissages en tant que tels. Les enseignants sont en difficulté quant à appliquer toutes les techniques apprises dans leur formation, à cause de l'utilisation plus que massive du nou-

vel outil, l'outil technique qui a malheureusement plus d'audience auprès des élèves.

L'histoire nous a légué des méthodes adaptables aux situations actuelles ; le développement de la technique contemporaine met à notre disposition des procédés nouveaux (audio-visuel, ordinateur, technique de reproduction) qui ont modifié les relations pédagogiques maître-élèves, les relations de l'élève et de son milieu, les relations de l'enfant et de l'éducateur au savoir (Mialaret, 1977, p. 13).

Revenir aux anciennes formules d'éducation peut nous aider efficacement s'il est établi que les faiblesses des anciennes méthodes n'ont pas été élaborées et exposées.

Conclusion

Pour traiter ce mal épineux qui est en train de gangrener de manière forte l'école congolaise, il faut avoir le courage de prendre des décisions révoltantes qui peuvent, à la rigueur, être celles qui dérangent. Evitant de tenir le serpent par la queue, il est nécessaire de mettre l'accent, dans un tout premier temps sur l'école primaire, elle qui est la fondation ou le socle. Cela commence par la bonne formation des éducateurs de base, c'est-à-dire les instituteurs. Signalons par ailleurs que cela ne peut se faire avec facilité que si et seulement si la sélection au niveau des concours d'entrée dans les Ecoles Normales d'Instituteurs est bien faite en amont. Or, présentement, nous ne devrions pas avoir honte ni peur de l'affirmer, c'est l'argent qui joue le plus grand rôle. En remontant la pente, urgence est faite de s'interroger sur le niveau de ceux qui les forment eux-mêmes, car avant d'accuser les mauvaises acquisitions des apprentissages, il

faudrait quand même jauger du niveau des auteurs de ces apprentissages.

Après cela, voir la question des effectifs dans les salles de classes, de l'école primaire à l'université. Là, il s'agit de construire simplement des écoles et des universités au même rythme que l'évolution de la population. Décongestionner les salles peut aider à faire assimiler les apprentissages. Cette stratégie qui consiste à construire les écoles et les universités devrait aller de pair avec le recrutement des enseignants à tous les niveaux bien entendu.

Pour remonter le niveau au Congo-Brazzaville, une seule maxime à respecter scrupuleusement : que le décideur politique se remette en question et que l'enseignant lui-même se regarde dans le miroir. Le premier pour voir si oui ou non, il gère le denier public équitablement, gestion équitable qui faciliterait en toute sécurité les constructions en question. Le deuxième pour voir si oui ou non, il mérite vraiment cette place à l'éstrade de la salle de classe.

Références bibliographiques

- ALAIN, 1932, *Propos sur l'éducation*, coll. Europe, Paris, Rieder
- LOCKE John, 2000, *Essai sur l'entendement humain*, tr. f. Pierre Coste, coll. Le livre de poche, Paris, LGF
- MIALARET Gaston, 1977, *La formation des enseignants*, coll. Q.S.J ?, Paris, PUF
- POSTIC Marcel, 1979, *La relation éducative*, coll. Pédagogie d'aujourd'hui, Paris, PUF